



Conférence des experts sur la contribution Climat et Énergie  
2 et 3 juillet 2009 - Paris

# Modes de vie et comportements environnementaux

Bruno Maresca  
Département *Évaluation des politiques publiques*

3 juillet 2009

# Une évolution des comportements depuis vingt ans

A la suite du premier choc pétrolier (1973-74) et jusqu'aux années 1990, le comportement individuel n'est pas perçu comme le levier principal de changement.

Les structures de production et l'offre d'énergie qui en résulte sont considérés comme beaucoup plus puissants.

- En 1992 (Enquête Conditions de vie et aspiration des Français, Crédoc)  
Pour les Français, les leviers de transformation résidaient :
  - d'abord dans l'innovation technologique dans les grandes filières énergétiques,
  - ensuite la mobilisation des énergies renouvelables
  - Le changement comportemental (meilleure utilisation des équipements) n'arrive en troisième position.

Le lien entre comportement de consommation et incidence environnementale est peu affirmé.

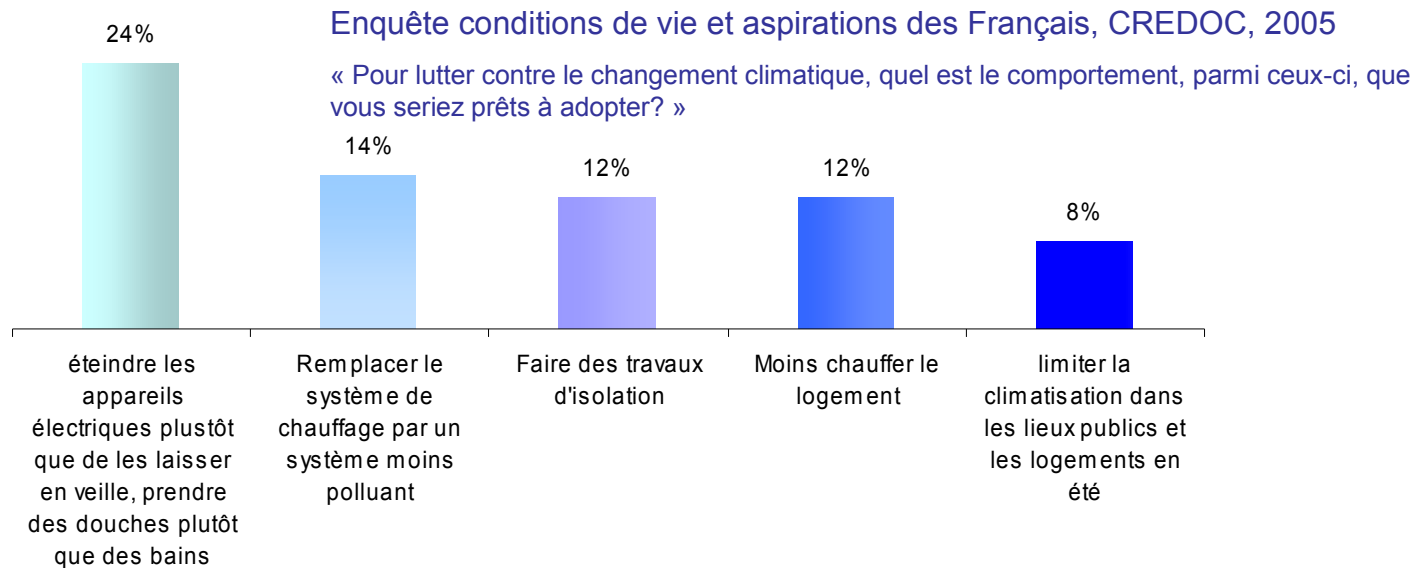
- A partir du milieu des années 1990, on s'inscrit dans le postulat que les comportements en faveur de l'environnement progressent et sont fortement influencés par les mouvements d'opinion.

La sensibilisation et l'incitation sont devenus la cible des politiques publiques environnementales.

# Les comportements individuels, nouveaux leviers du changement

Les enquêtes (notamment du CREDOC) cherchent à suivre :

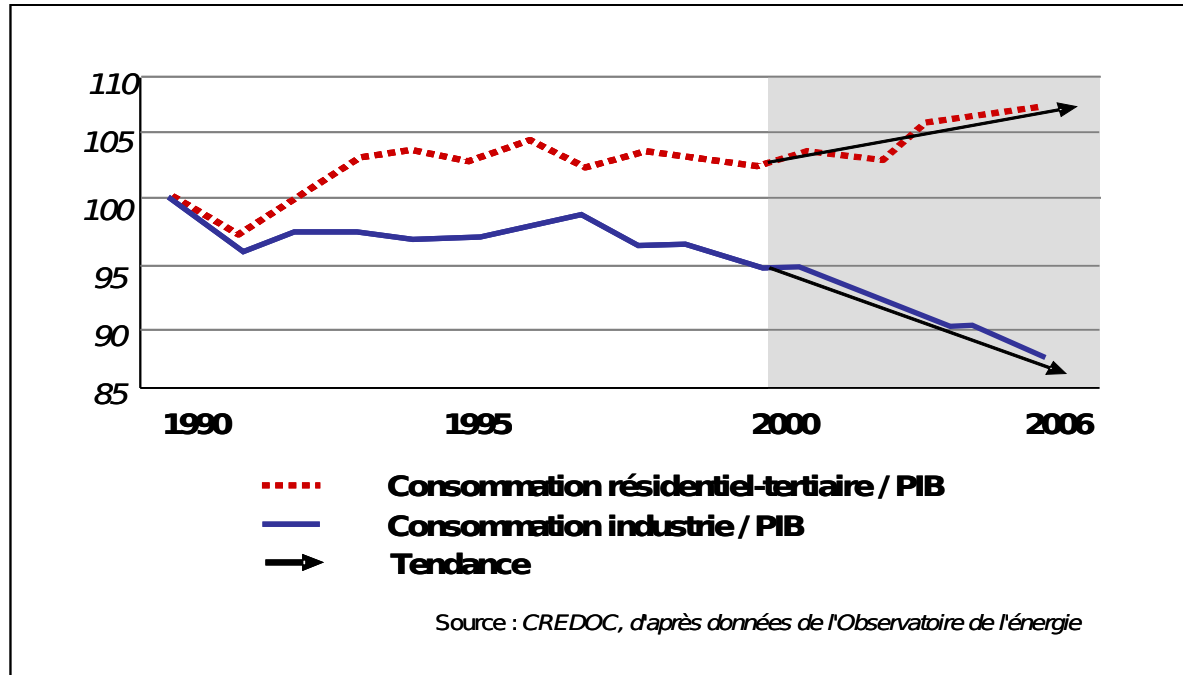
- la progression de la sensibilité des Français (*opinions*) aux problématiques environnementales
- l'évolution des comportements des ménages (*pratiques*), en rapport avec une mobilisation en faveur de la protection de l'environnement.



- La notion de « comportement de consommation vertueux » s'approfondit.
- Les marges d'action des individus résident dans les gestes simples plutôt que dans les investissements lourds.
- Néanmoins, en dépit des inquiétudes véhiculées par le changement climatique, la demande de confort n'est pas remise en cause.

# La sensibilité écologique des ménages progresse, mais les comportements ont une forte inertie

Evolution et tendance de la consommation énergétique en France 1990-2006

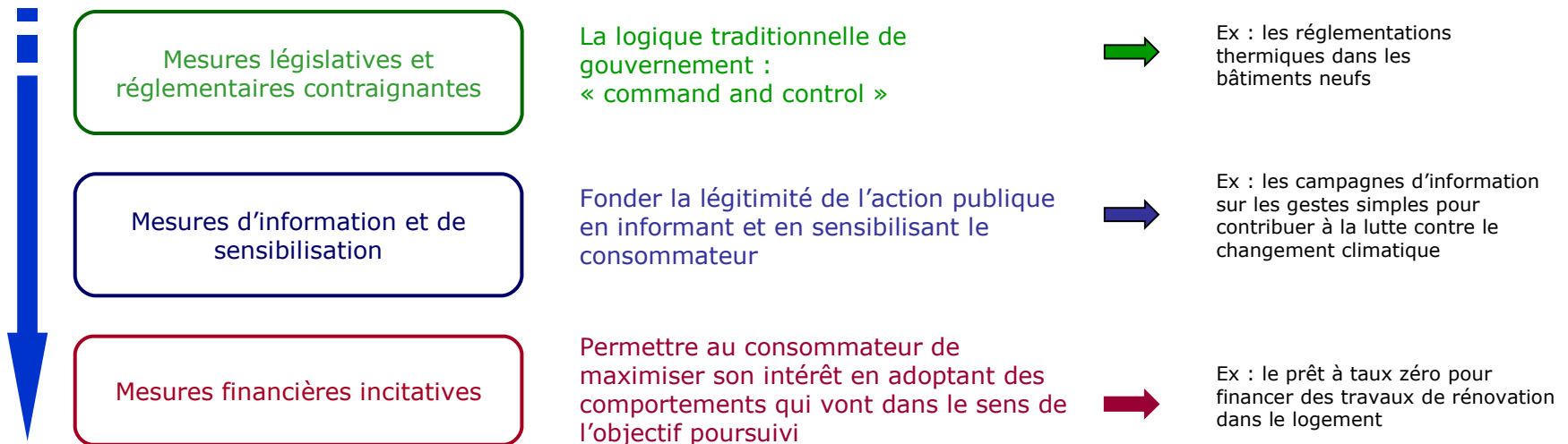


- Depuis le début des années 1990, la baisse des consommations d'énergie est surtout le fait du secteur industriel. La consommation des ménages et du secteur tertiaire se maintient à la hausse.
- Ce sont les facteurs structurels (tertiarisation de l'économie) qui expliquent la tendance à la baisse, non les facteurs comportementaux

# Différents instruments de politique publique pour infléchir les comportements

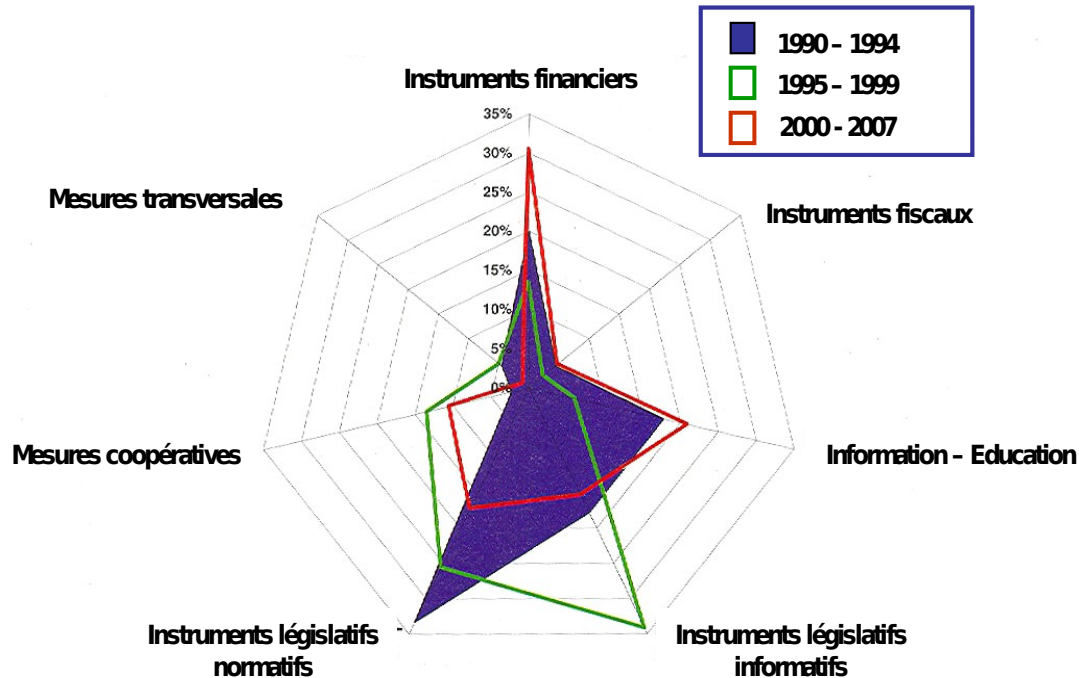
Chaque type d'instrument véhicule une théorie du mode de régulation des comportements et de la capacité à les infléchir

*tendanciellement*



# Un exemple : les instruments de maîtrise de la demande d'énergie

L'évolution des types de mesures à destination des ménages, entre 1990 et 2007 dans l'Union européenne



Sur la période 2000-2007

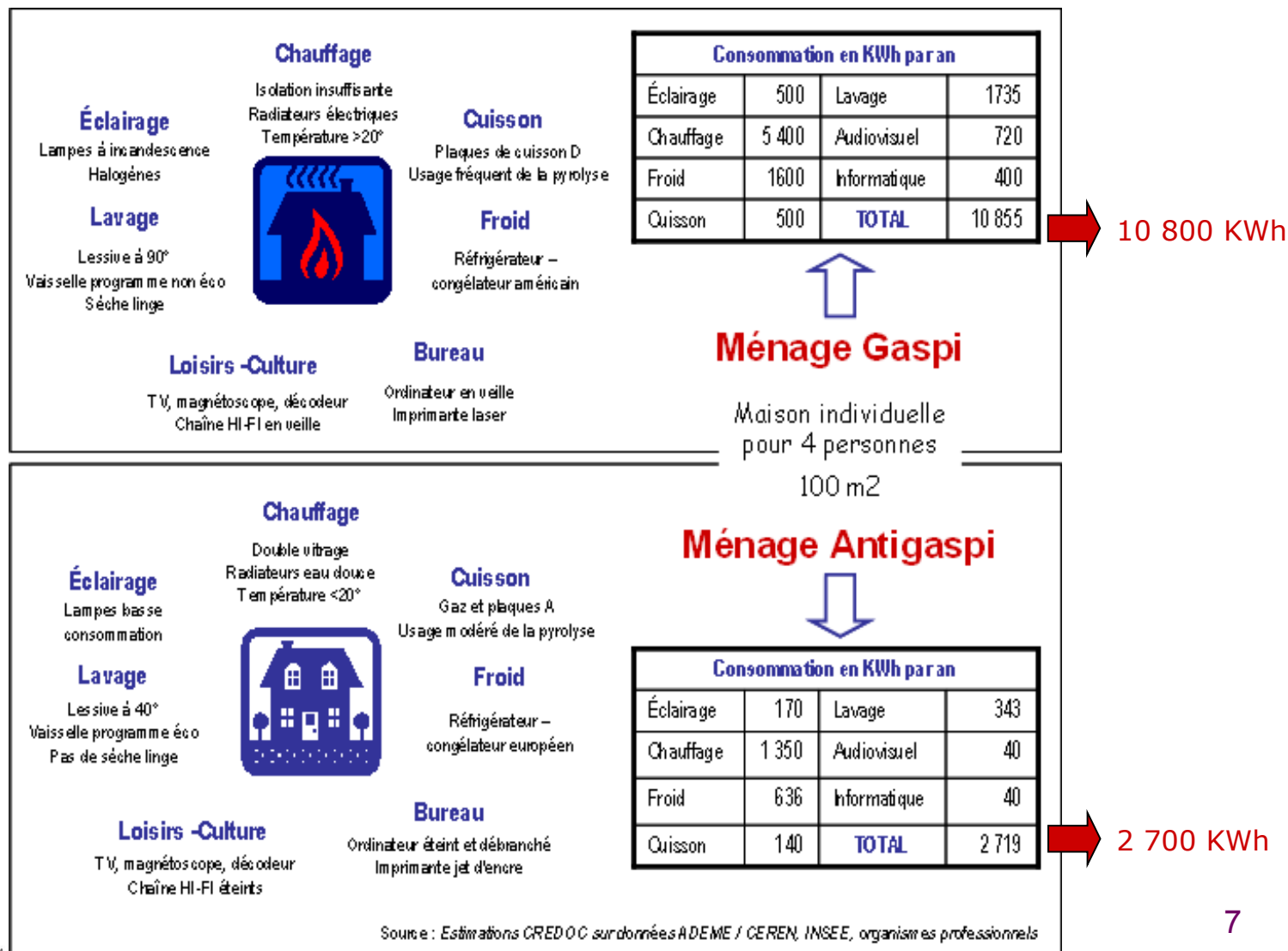
- le législatif /réglementaire à caractère normatif est en net recul
- les instruments financiers se développent.
- les actions de formation et de sensibilisation, après avoir diminué entre 1995 et 1999, sont de nouveau en croissance.

Une approche qui n'a pas induit de changements très marqués

- la consommation énergétique des ménages reste orientée à la hausse
- les réactions ponctuelles à des augmentations du prix de l'énergie ne se transforment pas en comportements durables

# Comprendre la logique d'arbitrage des ménages

Simulation de la consommation annuelle d'énergie domestique d'une famille de 4 personnes



# Comprendre la logique d'arbitrage des ménages

Comparaison ménage *anti gaspi* versus moyenne des ménages français

## Économies d'énergie réalisées et gains financiers correspondants

Pour cette estimation, la consommation annuelle moyenne a été estimée d'après les données de la comptabilité nationale (données 2005)

Consommation annuelle moyenne en KWh		Économies	
		KWh	Euros
Chauffage	2 000	650	86
Éclairage	280	110	15
Lavage	700	357	47
Réfrigérateur congélateur	640	4	1
Quisson	375	200	27
Equip loisirs (TV, Magnéto, Hi-Fi, décodeur)	240	200	40
Equip bureau	140	100	19
<b>TOTAL</b>	<b>4 200</b>	<b>1 481</b>	<b>196</b>

Au tarif de base TTC\*: 0,1325 / KWh

Économies totales / an

**196 €**

Économies totales / an  
hors chauffage

**111 €**

Économies totales / an  
sur chauffage

**86 €**

\*Tarif au 16/08/2007 DOM et Corse exclus

200 Euros / an

- Une multiplicité de gestes sont nécessaires pour un gain financier annuel relativement peu important
- Certains de ces gestes vont à l'encontre de la recherche continue du confort
- La maximisation de l'intérêt à moyen et long terme suppose :
  - l'information parfaite : savoir que l'adoption de tel ou tel geste permet de réaliser des économies
  - la capacité à investir : acheter des équipements plus performants, entreprendre des travaux

# La différence de rationalité entreprises-ménages

- Les politiques publiques ayant cherché à infléchir le comportement des entreprises, en particulier industrielles, en matière de consommation d'énergie ont eu du succès
  - une réduction importante des consommations d'eau, d'énergie, l'adoption du tri des déchets sont observables depuis les années 1990
  - les approches incitatives fonctionnent bien : les accords volontaires, puis les instruments de marché (marché américain des quotas de SO<sub>2</sub>, marché européen des quotas de CO<sub>2</sub>)
  - les acteurs industriels sont en recherche permanente d'innovation et de rationalisation de leur mode de gestion, ce qui explique que les politiques publiques incitatives aient été en phase avec leur logique.
  
- Ce qui vaut pour les entreprises et les acteurs institutionnels ne vaut pas pour les ménages
  - l'information imparfaite et la difficulté à entrer dans une logique de maximisation de l'intérêt à moyen ou long terme limitent l'efficacité des approches incitatives
  - la réaction au « signal prix » ne se traduit pas par la transformation durable des comportements. En 1975, en réaction à l'augmentation du prix du pétrole, 63% des Français ont déclaré avoir « moins chauffé leur logement »
  - la consommation des ménages est fortement dépendante de facteurs structurels, notamment les standards sociaux de confort orientés à la hausse, et par l'offre d'équipement de la maison
  - les politiques publiques doivent également jouer sur les structures sociales qui orientent les comportements : exemples du tri sélectif, du Vélib'...

# Trois mécanismes d'intervention pour transformer les comportements des ménages

## Le registre des « gestes simples »

- Des pratiques qui ne remettent pas profondément en cause **les schémas de consommation acquis**
- A soutenir à travers **l'information et la médiation** (milieu scolaire, collectivités territoriales...)
- Mais qui ne **constituent pas à elles seules un levier de changement** suffisamment puissant pour inverser la tendance des pratiques de consommation des ménages

## Le registre des taxes

- Des instruments incitatifs qui visent à modifier **l'arbitrage coût-bénéfice** des agents économiques,
- de nature à susciter des **réactions positives au signal prix**,
- mais ne permettant pas de transformer structurellement **le mode de consommation** de l'ensemble de la population

## Le registre de la structuration collective des comportements

- Des **réglementations contraignantes** qui s'imposent aux consommateurs.  
Ex : la réglementation européenne sur les ampoules à incandescence
- Une **offre de cadrage collectif des comportements individuels**  
Ex. le système du tri sélectif, le Vélib'